

# ACTION URGENTE

## DÉTENTION PROLONGÉE POUR UN PRISONNIER D'OPINION

**Shahidul Alam, prisonnier d'opinion et probablement victime de torture, s'est vu refuser une libération sous caution et subit une détention prolongée pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression. Il est poursuivi au titre de l'article 57 de la Loi sur les technologies de l'information et de la communication, un texte aux dispositions draconiennes en vigueur au Bangladesh. S'il est jugé et reconnu coupable, il risque jusqu'à 14 ans d'emprisonnement.**

**Shahidul Alam**, photographe et militant bangladais renommé, s'est vu refuser une libération sous caution par un tribunal de première instance de Dacca le 11 septembre 2018, plus d'un mois après son placement injuste en détention pour avoir critiqué le gouvernement du Bangladesh sur son compte Facebook.

Ce tribunal a validé son maintien en détention après que les juridictions de première instance comme d'appel ont refusé à plusieurs reprises d'examiner ses demandes de libérations sous caution. Le 4 septembre 2018, un juge de la Haute Cour s'était notamment déclaré « gêné » d'examiner sa demande, sans fournir d'explication.

L'article 57 de la Loi de 2013 sur les technologies de l'information et de la communication prévoit une peine comprise entre sept et 14 ans de prison. Le dossier d'accusation lui attribue également une déclaration qu'il n'a pas publiée sur Facebook.

L'arrestation de Shahidul Alam s'inscrit dans le contexte des manifestations d'étudiants et de lycéens qui réclament des routes plus sûres, après que deux élèves ont été tués par un bus roulant à vive allure le 29 juillet 2018. Le 5 août, Shahidul Alam a critiqué la réaction brutale du gouvernement à ces manifestations sur la chaîne al Jazira en langue anglaise. Quelques heures après, il a été arrêté à son domicile, sans qu'un mandat d'arrêt lui soit présenté, par des membres du service d'enquête de la police qui l'ont conduit au siège de celui-ci.

Amnesty International considère Shahidul Alam comme un prisonnier d'opinion, arrêté uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à liberté d'expression.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en bengali ou dans votre propre langue :**

- demandez aux autorités bangladaises de libérer immédiatement et sans condition Shahidul Alam et d'abandonner toutes les poursuites engagées contre lui, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exprimé pacifiquement ses opinions ;
- priez-les instamment d'ordonner une enquête indépendante et efficace sur ses allégations de torture et, si ces faits sont avérés, de traduire en justice les responsables présumés dans le cadre de procédures équitables ;
- appelez-les à modifier ou abroger la Loi sur les technologies de l'information et de la communication afin de rendre la législation du Bangladesh conforme au droit international relatif aux droits humains.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 24 OCTOBRE 2018 À :**

Ministre de l'Intérieur  
Asaduzzaman Khan Kamal  
Bangladesh Secretariat  
Dhaka  
Bangladesh  
Portable : +880 1 711541569  
Tél : +880 2 9574800  
Fax : +880 2 9133498  
Courriel : minister@mha.gov.bd  
**Formule d'appel : Honourable Home Minister, / Monsieur le ministre,**

Inspecteur général de la police  
Mohammad Javed Patwary  
Police Headquarters  
Dhaka  
Bangladesh  
Tél : +880 2 9514444 /  
+880 2 9514445  
Fax : +880 2 7125840  
Courriel : ig@police.gov.bd  
**Formule d'appel : Dear Inspector General of Police, / Monsieur,**

**Copies à :**  
Conseiller aux Affaires politiques de la Première ministre du Bangladesh  
H.T. Imam  
Prime Minister's Office  
Dhaka  
Bangladesh  
Tél : +880 2 9129997  
Courriel : advimam@pmo.gov.bd /  
htimam55@gmail.com  
**Formule d'appel : Dear Advisor, / Monsieur,**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Bangladesh dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule d'appel

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de

l'AU 78/18. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/ASA13/8905/2018/fr/>

# ACTION URGENTE

## DÉTENTION PROLONGÉE POUR UN PRISONNIER D'OPINION

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Shahidul Alam a été arrêté au titre de l'article 57 de la Loi de 2013 sur les technologies de l'information et de la communication, un texte aux dispositions draconiennes dont même le gouvernement du Bangladesh reconnaît qu'il nécessite des modifications. Selon le quotidien *The Daily Star*, environ 700 procédures ont été engagées en vertu de cet article depuis 2013.

Le Bangladesh n'est qu'à trois mois de ses 11<sup>e</sup> élections générales, prévues en décembre. La Loi sur les technologies de l'information et de la communication est devenue le principal instrument utilisé par le gouvernement bangladais pour étouffer les voix critiques. Son article 57, qui prévoit une peine minimale de sept ans d'emprisonnement pour le simple exercice de la liberté d'expression sur Internet et d'autres supports électroniques, témoigne de l'intolérance grandissante des autorités à l'égard de la critique.

Ses dispositions formulées en termes vagues leur permettent d'engager des poursuites contre des personnes soupçonnées de « porter atteinte à l'image de l'État » ou de « heurter des croyances religieuses », ou encore « dans l'intérêt de la souveraineté, de l'intégrité ou de la sécurité du Bangladesh ».

Le gouvernement s'est servi de cette loi draconienne pour étouffer toute critique dans les médias en engageant des poursuites pénales à l'encontre de journalistes qui ne faisaient que leur travail pacifiquement. En décembre 2016, Nazmul Huda, journaliste de télévision et de presse écrite, a été arrêté, puis sauvagement battu en détention avant d'être inculpé au titre de ce texte parce qu'il avait couvert des manifestations organisées par des ouvriers de l'industrie textile dans la banlieue de Dacca.

Shahidul Alam fait partie des 17 personnes arrêtées au titre de la Loi relative aux technologies de l'information et de la communication entre le 29 juillet 2018 et le 11 août 2018 dans le contexte des manifestations d'étudiants et de lycéens qui réclament des routes plus sûres. Ces manifestations pacifiques se sont heurtées à une force policière excessive et injustifiée, avec notamment l'utilisation de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. Les participants ont également été attaqués par des membres d'une organisation étudiante progouvernementale, la Bangladesh Chattara League, qui ont donné des coups de bâton et de barre en métal aux manifestants et aux journalistes couvrant les manifestations.

Shahidul Alam a déclaré publiquement avoir été torturé durant sa détention et contraint de garder les mêmes vêtements que lors de son arrestation, couverts de sang à l'issue des actes de torture mais lavés ensuite pour enlever les taches avant sa comparution devant le tribunal le 6 août 2018. Aucune enquête n'a été ordonnée ni menée contre les policiers à la suite de ses allégations et un tribunal de première instance a ordonné le 12 août que Shahidul Alam soit emprisonné, conformément à la requête de l'inspecteur chargé de l'enquête.

Onze lauréats du prix Nobel et 17 personnalités éminentes du monde entier ont demandé la libération immédiate de Shahidul Alam, qui incarne selon eux l'esprit du photojournalisme au Bangladesh.

Le célèbre photographe indien Raghu Rai, qui a reçu le titre d'« Ami de la guerre de libération du Bangladesh » en 2012 pour sa contribution à la couverture de ce conflit en 1971, a exprimé sa profonde consternation et appelé la Première ministre Sheikh Hasina à ne pas punir Shahidul Alam, qu'il surnomme « les yeux et les oreilles des masses populaires ».

Nom : Shahidul Alam  
Homme

Action complémentaire sur l'AU 146/18, 13/9065/2018, 12 septembre 2018